

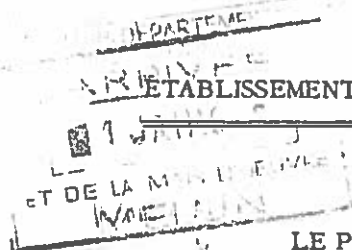
MM/CF

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

ETABLISSEMENTS DANGEREUX
INSALUBRES OU INCOMMODES

N° de dossier : 7 347
C = 316

Arrêté n° 68 DAGR 2 EC 385 autorisant la Société
des Chaux et Matériaux de Moret à construire
un four de fabrication de chaux à Moret-S/Loing.



LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
Commandeur de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée et le décret du 1er avril 1964 relatifs aux établissements dangereux insalubres ou incommodes ;

VU le décret du 24 décembre 1919 modifié et complété par les décrets des 20 Mai 1953, 15 Avril 1958, 17 Octobre 1960 et 19 août 1964 publiant la nomenclature des établissements dangereux insalubres ou incommodes ;

VU l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1965 déterminant, en application de l'article 24 du décret du 1er avril 1964, les prescriptions générales à imposer aux industries rangées dans la 3ème classe ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 1912 autorisant M. PREVOT à construire deux fours à chaux à Moret-S/Loing, route de St-Mammès ;

VU la demande présentée par la Société des Chaux et Matériaux de Moret dont le siège social est route de St-Mammès à Moret-S/Loing à l'effet d'obtenir l'autorisation d'installer un four de fabrication de chaux, sur le territoire de la commune de Moret-S/Loing, au lieudit "Le Donjon" dans une carrière lui appartenant, route de St-Mammès. Ce four est destiné à remplacer ceux existants autorisés par l'arrêté préfectoral du 29 mai 1912 susvisé ;

VU les plans fournis à l'appui de cette requête ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Etablissements Classés en date du 28 juin 1968 ;

VU le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo dressé conformément à la législation en vigueur ;

VU les avis émis par : -le Maire de Moret-S/Loing,
- le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,
- le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre,
- le Directeur Départemental de l'Equipement -service de la Construction,
& le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 4 décembre 1968 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de Seine-et-Marne ;

.../...

ARRETE

TITRE I - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1er. - La Société des Chaux et Matériaux de Moret - siège social route de St-Mammès à Moret-S/Loing est autorisée à installer sur le territoire de cette commune au lieudit "Le Donjon" dans une carrière lui appartenant un four de fabrication de chaux par cuisson de pierre calcaire et coke - destiné à remplacer les deux fours actuels, situés en bordure de la route.

Cette activité relève de la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes par référence au n°125-1° de la nomenclature annexée à la loi du 19 décembre 1917.

Les prescriptions suivantes devront être rigoureusement observées :

- l'atelier sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration. Tout projet de modification de ce plan, devra avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet,
- le four sera placé à distance convenable de toutes parties inflammables de constructions et isolé des constructions occupées par des tiers, de manière à éviter tout danger d'incendie et à ne pas incommoder les voisins par la chaleur,
- les appareils de broyage et de blutage ainsi que tous moteurs de quelque nature qu'ils soient et tous appareils, machines, transmissions, actionnés par ces moteurs, seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations,
- il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz toxiques, odorants ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites,
- toutes dispositions utiles seront prises pour éviter la dispersion au dehors de poussières pendant les opérations de cuisson, broyage blutage, mise en silo, ensachage, chargement de camions, etc.

TITRE II - HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

ARTICLE 2. - DISPOSITIONS GENERALES : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

~~ARTICLE 3. - Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.~~
ARTICLE 3. - Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant sera tenu d'effectuer la déclaration prévue par le décret du 5 septembre 1968 à l'aide du formulaire ci-joint.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 20 du décret du 1er avril 1964).

ARTICLE 4. - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité.

ARTICLE 5. - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 31 du décret du 1er avril 1964).

ARTICLE 6. - Si l'établissement change d'exploitant le successeur ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suivra la prise de possession.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi). Elle est délivrée dans le cadre de la législation sur les établissements classés et ne préjuge pas des décisions relevant d'autres domaines (permis de construire, occupation du domaine public, autorisation de défrichement... etc)

ARTICLE 7. - Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par
M. le Maire de Moret-S/Loing

Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie sera inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à
M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre
Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

MELUN, le 27 décembre 1968

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général P.I.

signé : Maurice DORTEL

Destinataires

- Le pétitionnaire
- le Maire de Moret-S/Loing
- le Sous préfet de Melun
- le Directeur départemental de la construction
- l'Inspecteur des établissements classés

POUR AMPLIATION

Pour le Secrétaire Général et par délégation

L'Attaché, Chef de Bureau

Bourduy

